

JOYAL, André. *Le néolibéralisme à travers la pensée économique. Apologie et critique*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000, 138 p.

Jacques Fontanel

Le projet des Amériques sept années plus tard
Volume 32, numéro 4, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704351ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/704351ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (2001). JOYAL, André. *Le néolibéralisme à travers la pensée économique. Apologie et critique*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000, 138 p. *Études internationales*, 32 (4), 799-801. <https://doi.org/10.7202/704351ar>

ritaires et opprimés aujourd'hui, et sur la reconnaissance d'associations régionales d'États nationaux. Il réglerait le socialisme de marché, système économique mixte où les petites entreprises demeurent privées, tandis que le capital des transnationales est distribué à leurs travailleurs pour un tiers et aux citoyens pour le reste. Le chapitre se termine sur l'espoir que les mouvements de la nouvelle gauche qui prolifèrent depuis 1968 et surtout 1989, se réuniront dans la perspective d'une telle utopie. Le dernier chapitre envisage avec plus de réalisme et de précisions quels seraient les développements possibles du futur dans cette perspective.

Ce livre se fonde sur de nombreux travaux portant sur le système mondial et jette certainement un éclairage intéressant sur l'histoire moderne, mais il manie généralisations et simplifications avec une audace parfois excessive et qui laisse le lecteur sur sa faim. Cependant, il donne faim : il replace ses analyses dans la perspective du sens et de la justice à faire, ce qui n'est pas une mince affaire sous le règne de la pensée unique.

La proposition d'un État mondial qu'on trouve dans ce livre, demanderait plus de précaution. Cet État est envisagé comme le cadre des mouvements politiques démocratiques mondiaux, mais il demeure qu'un Léviathan est plus terrible encore que plusieurs en concurrence. Enfin, on peut regretter que ne soit pas mise en lumière la dialectique entre analyse du réel, compréhension de ce qui doit être fait et prospection des possibles. Il ne suffit pas de les mettre toutes trois en parallèle : ce que nous pou-

vons espérer, ce que nous devons faire et ce qui est, ne se définissent pas indépendamment l'un de l'autre.

Joseph PESTIAU

*Professeur retraité
Collège Saint-Laurent, Montréal*

Le néolibéralisme à travers la pensée économique. Apologie et critique.

*JOYAL, André. Québec, Les Presses de
l'Université Laval, 2000, 138 p.*

L'analyse historique du néolibéralisme nous conduit inéluctablement à une réflexion très large de l'ensemble de l'histoire de la pensée économique, au moins depuis Adam Smith. Autrement dit, le capitalisme et l'économie de marché ont toujours favorisé les réflexions économiques sur l'optimum, l'intérêt collectif par l'intérêt individuel, l'intervention économique réduite de l'État, la détermination décentralisée des prix et la loi de la valeur ou les processus d'innovation et de développement de l'entreprise. C'est donc à une promenade à travers l'ensemble de la pensée économique à laquelle ce petit ouvrage nous convie, sous l'angle spécifique du néolibéralisme, doctrine qui cherche à garantir les libertés individuelles, la libre entreprise, la concurrence, les initiatives individuelles et, de manière parfois diffuse, les valeurs démocratiques de tolérance.

Si avant Adam Smith il y bien eu quelques économistes recommandant la liberté du commerce et de l'industrie (notamment les physiocrates ou Richard Cantillon), c'est avec Adam Smith que le libéralisme a pris ses lettres de noblesse, avec l'affirmation selon laquelle l'intérêt individuel serait

le meilleur moyen d'atteindre l'intérêt collectif optimal. Cette idée sera prolongée de manière plus rigoureuse par David Ricardo (notamment avec la loi des avantages comparatifs) et Jean-Baptiste Say (avec la loi des débouchés), mais déjà dès le début du XIX^e siècle, Thomas Robert Malthus avait défini le principe de la population, selon lequel sans un contrôle sévère et approprié des naissances, le libéralisme conduit parfois à la famine, aux guerres, aux épidémies et aux crises économiques. Même si le système économique est toujours recommandé, il ne produit pas nécessairement des situations économiques satisfaisantes pour les besoins des hommes. D'ailleurs, l'état stationnaire constituera inéluctablement la fin de l'histoire que nous promettait à nouveau, il y a un peu plus d'une décennie, Fukuyama. L'analyse néoclassique, plus optimiste, de Stanley Jevons, Karl Menger et Léon Walras va définir les bases d'une nouvelle théorie de la valeur fondée sur le couple utilité et rareté, et non plus sur le travail social. L'économie de marché, la concurrence et l'intérêt individuel constituent les bases fondamentales du développement économique.

Pendant, cette grande fresque du libéralisme du XIX^e siècle ne peut être présentée sans référence aux principales critiques énoncées à l'encontre de ses hypothèses et de ses conclusions. Ainsi, Sismondi, le premier social-démocrate, s'est attaqué à la loi des débouchés, analyse incapable selon lui à expliquer le chômage et à instaurer le monde harmonieux que pourtant ses analystes décrivent. Puis Karl Marx, le critique violent du capitalisme, John Stuart

Mill, un classique favorable au salaire minimum et à l'état stationnaire ou John Maynard Keynes qui soutiendra l'opportunité de l'intervention de l'État dans la vie économique pour pallier les insuffisances notoires de l'économie de marché, vont porter des critiques importantes au libéralisme vécu. Il n'empêche que le néolibéralisme reste aujourd'hui dominant dans les valeurs économiques véhiculées par la société.

Pourtant, il existe de nouvelles interrogations sur le « vivre différemment ». Ainsi Ernst Freidrich Schumacher a cherché à rappeler que « small is beautiful », Ilich a développé les idées nécessaires de la convivialité et les partisans de l'économie alternative ont fondé leurs réflexions sur le refus de la compétition libérale à outrance et sur la recherche de nouveaux modes de vie. En outre, Marilyn Ferguson, Duane Elgin et Arnold Mitchell ont présenté un modèle alternatif moins obnubilé par la consommation moderne et de nouveaux théoriciens préconisent la recherche d'un développement durable.

Ce livre est ambitieux, car il cherche à embrasser en moins de 150 pages, l'ensemble des analyses et considérations sur le néolibéralisme. Il présente obligatoirement quelques lacunes :

– Le texte est parfois un peu trop simpliste (mais c'est la loi du genre). Par exemple, qu'est-ce qui différencie les libéraux des néolibéraux ? Aucune grille de lecture n'est offerte dans ce livre. Le préfixe néo s'applique à chaque nouvelle réflexion, même fondée sur les valeurs du passé.

– Les analyses sur la « pertinence des idées aujourd'hui » appliquées à chaque auteur sont souvent décevantes. Considérer par exemple qu'Adam Smith est l'inspirateur de « Halte à la croissance » est sans doute excessif, même s'il est vrai que l'on trouve chez ce « père de l'économie » tout et son contraire, notamment en matière de valeur et de développement économique.

– La dernière partie intitulée « Vivre et travailler autrement » ne me paraît guère dépendre d'une réflexion néolibérale. Si elle en est une critique, il en est d'autres plus fondamentales développées par les économistes qui ont alors été injustement oubliés (de J.K. Galbraith à Amartya Sen, en passant par les concepts de nouvel ordre économique international ou les mouvements contre la globalisation et la mondialisation).

Ce petit livre, écrit très simplement, reste d'une lecture aisée. Il sera très utile à des étudiants de premier cycle cherchant quelques pistes de réflexion dans la pensée d'hier et d'aujourd'hui.

Jacques FONTANEL

Faculté de droit
Université Pierre Mendès France, Grenoble

Weltpolitik im neuen Jahrhundert.

KAISER, Karl et Hans-Peter SCHWARZ
(dir.). Baden-Baden, Nomos
Verlagsgesellschaft, 2000, 653 p.

Il y a quinze ans paraissait sous la direction de Karl Kaiser et de Hans-Peter Schwarz un premier ouvrage collectif réunissant une pléiade de politologues allemands autour d'un projet ambitieux : dresser un état du monde (*Weltpolitik*, 1985). Quelques

années plus tard, les événements mondiaux de 1989/1990 mettaient un terme au système de la guerre froide qui constituait le cadre conceptuel du premier volume. Le monde venait d'entrer dans une nouvelle ère des relations internationales dont les contours exacts restaient encore assez flous mais qui, dans sa dynamique, s'annonçait déjà « globale », et résistait de ce fait aux schémas d'analyse traditionnels. En 1995, un second volume, entièrement différent, rendait compte des processus de transition en cours dans l'OTAN, dans l'Union Européenne, au sein des grandes institutions économiques mondiales, comme de l'émergence concomitante de nouveaux idéaux, qu'il s'agisse du nouvel ordre mondial, du régionalisme, des interventions humanitaires, de l'universalité des droits de l'homme ou de l'Europe (*Die neue Weltpolitik*, 1995). Si les six dernières années ont vu une consolidation des tendances amorcées en 1989/1990, sans revivre les bouleversements fondamentaux d'alors, il n'en reste pas moins qu'en un laps de temps très bref, la globalisation, notamment dans ses aspects techniques et économiques, a pris des proportions spectaculaires qui lui donnent un caractère systémique auquel le dernier volume, paru en 2000, se propose de réfléchir. Il brosse ainsi un panorama complet du monde d'aujourd'hui et formule de nouvelles approches théoriques.

Entre le deuxième et le troisième volume, les auteurs ont peu changé, même si plusieurs ont remanié en profondeur leur contribution : familier de la science politique allemande, le lecteur se sentira en pays de connaissance. Dans l'ensemble, la